

## Bulletin d'histoire politique

# Les retombées politiques d'Expo 67 à travers le triangle Paris-Ottawa-Québec

Michel Sarra-Bournet



Volume 17, numéro 1, automne 2008

L'Expo 67, 40 ans plus tard

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1056052ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1056052ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique  
VLB Éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Sarra-Bournet, M. (2008). Les retombées politiques d'Expo 67 à travers le triangle Paris-Ottawa-Québec. *Bulletin d'histoire politique*, 17(1), 135–146. <https://doi.org/10.7202/1056052ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2008

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

**é**rudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

# Les retombées politiques d'Expo 67 à travers le triangle Paris-Ottawa-Québec

MICHEL SARRA-BOURNET

*Historien. Chercheur associé, Chaire Hector-Fabre d'histoire du Québec \**

## INTRODUCTION : EXPO 67 ET LA POLITIQUE

Dans sa conférence d'ouverture, Brigitte Schroeder a rappelé que les expositions universelles faisaient référence au progrès de l'humanité, mais aussi au prestige national. Or on a très peu abordé l'aspect politique jusqu'ici, et l'aspect identitaire dont il a été question a rarement été traduit sous les traits de l'identité nationale.

L'idée d'Expo 67 a été évoquée pour la première fois à Bruxelles en 1958. D'emblée, on affirmait que le centenaire du Canada était l'occasion idéale pour tenir la première exposition universelle hors d'Europe. N'était-ce là qu'un prétexte, ou allait-on vraiment célébrer le Canada ?

Ce qu'on ne savait pas encore, c'est qu'au milieu des années 1960, le Canada traverserait « la crise majeure de son histoire », comme l'écrivait André Laurendeau dans les pages bleues du rapport préliminaire de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme<sup>1</sup>.

La Révolution tranquille battait son plein. Le Québec, qui prétendait avoir le droit de se représenter sur le plan international dans ses champs de compétence, avait ouvert une délégation à Paris et signé un accord sur l'éducation avec la France. Le FLQ avait fait exploser ses premières bombes. Le RIN s'était transformé en parti politique. Lesage se disait pour le statut particulier, Lévesque, pour les États Associés et Johnson demandait que la

---

\*. L'auteur désire remercier la Chaire Hector-Fabre de l'UQAM pour son appui financier, Sébastien Galarneau pour sa collaboration à la recherche et Emmanuelle Marchand pour la révision du texte.

constitution reconnaisse l'égalité entre les deux peuples, sinon le Québec devait se préparer à l'indépendance.

Dans ces circonstances, il est étonnant de constater qu'hormis la sortie fracassante du général De Gaulle sur la situation québécoise qui, au demeurant, s'est déroulée en marge d'Expo 67, les 185 jours de l'exposition elle-même ont été une période de trêve relative dans les relations Québec-Ottawa. Il demeure qu'on ne saurait faire d'un tel événement l'année du centenaire du Canada sans que, tôt ou tard, on s'interroge sur sa signification politique. Ainsi, cette communication s'interroge sur le rôle qu'a pu jouer la question nationale durant l'Exposition universelle et internationale de Montréal ou comment Expo 67 a contribué à poser la question du Québec. Nous avons tenté de répondre à cette question à l'aide du fonds d'archives de la Commission du centenaire, de celui de la Compagnie canadienne de l'Expo, des dossiers de presse de la Bibliothèque du Parlement et des études publiées sur le sujet. Sans plus tarder, explorons quelques aspects de la question.

### UNE EXPOSITION À MONTRÉAL ?

Selon Yves Jasmin, directeur des relations publiques d'Expo 67, « Ottawa n'était pas très enthousiasmé par le projet de l'Exposition, surtout si celle-ci devait se tenir à Montréal »<sup>2</sup>. Au cours des premières années des préparatifs entourant l'Expo (1962 à 1965), les gouvernements et la population du Canada anglais ont démontré peu d'enthousiasme pour ce qu'ils considéraient encore comme une grosse foire commerciale. Denis Logan, vice-président du Bureau international des expositions, a dénoncé cette attitude après la visite d'une délégation de 80 délégués de son organisme à travers le Canada, l'imputant à un manque d'information<sup>3</sup>.

Par la suite, les organisateurs d'Expo 67 ont eu fort à faire pour renverser cette perception. En septembre 1964, 150 journalistes de partout au Canada ont été invités à Montréal pour un breffage<sup>4</sup>. L'opération a porté ses fruits. Par exemple, les délégués de la Canadian Tourist Association, qui avaient été complètement indifférents à l'événement à leur congrès de 1963, pourtant tenu à Montréal, se sont mis à s'y intéresser lors de leur congrès d'octobre 1964 à Saskatoon<sup>5</sup>.

### L'ONTARIO ET EXPO 67

Moscou, qui l'avait emporté sur Montréal en 1960, se désiste en 1962. Devenu maire de Montréal, Jean Drapeau s'était rallié au projet d'obtenir l'exposition pour Montréal. Il contacte le premier ministre John Diefenbaker

qui, pas très chaud à cette idée, consulte le maire de Toronto, Nathan Philips. Celui-ci lui répond : « Non merci. Donnez ça à Drapeau, il va se ruiner »<sup>6</sup>.

L'attitude de l'Ontario est assez symptomatique de la réaction du Canada anglais : mépris, indifférence, jalousie, puis, finalement, enthousiasme. Par exemple, le 4 mars 1964, le premier ministre John Robarts annonce que sa province construira un pavillon démontable qui sera ensuite déménagé en Ontario<sup>7</sup>. Puis, progressivement, les Ontariens se font à l'idée : Expo 67 pourrait bien aider l'unité nationale. Un sondage sur leur attitude vis-à-vis de l'exposition de Montréal a été publicisé par le service de presse de l'Expo 67, le 15 juillet 1965 : le communiqué indique que selon les répondants « l'Expo 1967 amènera plus d'unité canadienne, plus de compréhension entre le Québec et l'Ontario et plus de considération pour le Canada dans le monde des affaires. Elle aidera aussi à faire mieux comprendre ce que c'est d'être un Canadien »<sup>8</sup>.

C'est ainsi qu'à l'inauguration des travaux de construction du pavillon de l'Ontario, le ministre ontarien Stanley J. Randall affirme avec insistance qu'Expo 67 est une entreprise nationale<sup>9</sup>. Enfin, le 6 août 1967, lors de la journée de l'Ontario, le premier ministre Robarts encense toute l'opération : dans son discours, il prend soin de rappeler que, dès le début, l'Ontario avait appuyé fermement le projet de tenir au Canada une exposition internationale et universelle de première catégorie pour marquer le premier centenaire de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique. Il signale aussi que le gouvernement ontarien avait été l'un des premiers gouvernements provinciaux à entrer en contact avec la Compagnie de l'Exposition et le premier à annoncer sa participation. « L'originalité et le dynamisme qui se reflètent dans l'ordonnance du pavillon ontarien témoignent hautement de l'enthousiasme qui a dû présider à sa conception, conclue-t-il »<sup>10</sup>. Plus tard, toutefois, lorsqu'il a été question de financer une exposition permanente à Montréal, le *Toronto Star* a demandé qu'Ottawa finance également les autres expositions annuelles au Canada<sup>11</sup> !

## LE QUÉBEC ET LE CENTENAIRE

L'identité majoritaire est en transition au Québec. Elle passe progressivement de canadienne à canadienne-française, puis à québécoise. La relation des Québécois avec le Centenaire de la Confédération est ambiguë. C'est au Québec qu'on manifeste le plus d'intérêt pour les fêtes de la Confédération, et ce, au moment même où on la remet en question. En outre, les sondages démontrent qu'il s'agit de la province où on dit s'apprêter le plus à fêter le Centenaire du Canada. C'est sans doute à cause de l'Expo, écrit Lorenzo Paré

dans son éditorial de *L'Action*<sup>12</sup>. Pour sa part, le chef de l'aile québécoise du Nouveau parti démocratique, Robert Cliche, n'y va pas par quatre chemins. Il dit qu'au Québec, c'est seulement l'Expo qu'on veut fêter :

Contrairement aux fêtes de la Confédération, l'Expo 67 intéresse tout le monde, a dit M. Cliche. [...] M. Cliche s'explique cette attitude des gens devant le Centenaire par le fait que les manifestations sont organisées pour des gens qui n'en veulent même pas. Dans l'ensemble du territoire québécois, la Confédération n'a jamais été une fête sentie par le peuple, ça n'a toujours été qu'un jour chômé, rien de plus<sup>13</sup>.

En fait, la crainte qu'Expo 67 n'éclipse les célébrations du Centenaire du Canada était déjà évoquée au sein des comités de la Commission du Centenaire à la fin de 1965<sup>14</sup>. Dans un discours-type adressé aux sociétés privées, la Commission canadienne de l'Expo sollicitait leur contribution financière en associant l'Expo au Centenaire<sup>15</sup>. Dans ses interventions à l'étranger, le ministère des Affaires extérieures avait fort à faire pour préciser que 1967 n'était pas seulement celle de l'Expo, mais aussi celle du Centenaire<sup>16</sup>.

Au Québec, c'est le contraire : le ministère du Tourisme préfère promouvoir Expo 67 que le Centenaire. Le Québec refuse de participer financièrement à l'élaboration d'un guide du Centenaire<sup>17</sup>. De plus, les discours adressés par les représentants du Québec aux dignitaires étrangers lors de leur visite à l'Expo taisent l'anniversaire de la Confédération.

Le 1<sup>er</sup> juillet, la journée du Canada à l'Expo fut sans éclat, comme si on avait intériorisé l'attitude québécoise. La principale activité organisée sur place l'a été par un groupe de citoyens. Le gros des festivités du Centenaire eut lieu à Ottawa<sup>18</sup>. Au contraire, la journée du Québec fut faste<sup>19</sup>. Expo 67 fut tout un événement pour les Québécois. Alors qu'on s'attendait à ce que chaque Montréalais la visite sept fois en moyenne, ils s'y rendirent en réalité plus de 10 fois<sup>20</sup>.

### *Vive le Québec libre !*

L'intervention du président de la France dans les affaires canadiennes à l'occasion d'Expo 67 est l'événement qui a le plus explicitement évoqué la question nationale. L'appui de De Gaulle à l'indépendance du Québec est attesté par de nombreuses sources<sup>21</sup>. Dale C. Thomson rapporte qu'en marge d'une dépêche dans laquelle son ambassadeur à Ottawa lui recommandait d'adresser des vœux au gouvernement du Canada pour la nouvelle année 1967, celle du centenaire de la Confédération, De Gaulle avait écrit ce qui suit :

Il n'est pas question que j'adresse un message au Canada pour célébrer son « centenaire ». Nous pouvons avoir de bonnes relations avec l'ensemble du Canada. Nous devons en avoir d'excellentes avec le Canada français. Mais nous n'avons pas à féliciter ni les Canadiens ni nous-mêmes de la création d'un « État » fondé sur notre défaite d'autrefois et surtout sur l'intégration d'une partie du peuple français dans un ensemble britannique. Au demeurant, cet ensemble est devenu bien précaire<sup>22</sup>.

Le 17 mai 1967, Daniel Johnson est à Paris pour préparer la visite de De Gaulle au Québec : « Mon Général, lui dit-il, le Québec a besoin de vous, c'est maintenant ou jamais<sup>23</sup>. Il nous faut votre aide, mon Général. Seul, je ne peux rien contre Ottawa »<sup>24</sup>.

Bien avant son arrivée au Québec, De Gaulle était donc prédisposé à faire un coup d'éclat. D'abord, il refuse d'amorcer sa visite dans la capitale canadienne. Il consentira à aller à Ottawa, « puisque Ottawa il y a », fera-t-il savoir, mais seulement à la fin de son périple<sup>25</sup>. La suite des choses l'en empêchera.

## RÉACTIONS À OTTAWA ET À QUÉBEC

Dans ses mémoires, René Lévesque raconte ainsi les suites du *Vive le Québec libre!* « La suite fut un petit classique du genre *triangulaire*. Au nom du gouvernement fédéral, Lester B. Pearson réagit le soir même d'un ton cinglant »<sup>26</sup>. La position officielle du gouvernement canadien est contenue dans un communiqué de presse lu par Pearson, le lendemain de l'incident :

Certaines déclarations faites par le président ont tendance à encourager la faible minorité de notre population qui cherche à détruire le Canada et, comme telles, elles sont inacceptables pour le peuple canadien et son gouvernement. Les habitants du Canada sont libres. Toutes les provinces du Canada sont libres. Les Canadiens n'ont pas besoin d'être libérés. Le Canada restera uni et rejettera toutes les tentatives visant à détruire son unité<sup>27</sup>.

Johnson, après une réaction initiale plutôt négative aux propos du visiteur, décide de tourner la situation à son avantage :

Il a salué cette conviction qui est de plus en plus celle du peuple québécois qui est libre de choisir sa destinée et que, comme tous les peuples du monde, il possède le droit incontestable de disposer de lui-même, en déterminant librement son développement économique, social et culturel. . . Le Québec n'a jamais été une province comme les autres. Ce fait élémentaire que d'aucuns au Canada trouvent encore difficile à accepter, le monde entier maintenant le connaît<sup>28</sup>.

Enfin, la réaction négative du Parti libéral déçoit le député François Aquin qui siégera à l'Assemblée législative comme député indépendant et indépendantiste.

### LA VISITE DE DE GAULLE À L'EXPO

Le 25 juillet, De Gaulle doit présider la journée de la France à Expo 67. L'incident de la veille a failli tout compromettre. Yves Jasmin rapporte que « Quelqu'un d'Ottawa demande à l'Expo de ne pas le recevoir, demande qui fut rejetée fermement, à l'unanimité, l'Expo étant au-dessus de toute considération politique »<sup>29</sup>. Tous les faits et gestes du général étaient épiés et transmis à la capitale. Une note manuscrite aux initiales inconnues, sur papier à tête du premier ministre du Canada, adressée à Gordon Robertson, greffier du Conseil privé et secrétaire du Cabinet, se lit ainsi : « Lionel Chevrier (responsable des visites des chefs d'État auprès du gouvernement fédéral), a téléphoné et a dit que le général De Gaulle, à l'Expo ce matin, a passé 15 minutes au pavillon français, 2 minutes au pavillon canadien et plus de 45 minutes au pavillon du Québec. »<sup>30</sup>.

### RÉACTIONS DU CANADA ANGLAIS

La visite du président de la République française a commencé à alimenter la chronique des journaux anglophones dès le printemps de 1967. On s'inquiétait notamment du caractère presque exclusivement québécois de ce voyage en terre canadienne. Dès le jour de son arrivée le 23 juillet, les premières allusions du général à la prise en mains de sa destinée par le peuple du Québec ravivèrent les inquiétudes. Le *London Free Press* s' alarma que cela pourrait avoir l'effet « d'enflammer les passions séparatistes des Canadiens français »<sup>31</sup>.

Dans les jours qui ont suivi le *Vive le Québec libre!*, le Canada anglais laissa exploser son indignation après ces quelques semaines d'angoisse contenue. Sans prendre le temps de réfléchir et de mettre les faits en perspective, on cria à l'impolitesse, à l'ingérence, à l'ingratitude, à la préméditation, aux velléités impérialistes et à l'insulte.

D'abord, on s'indigna que le président de la France se soit exprimé sur un sujet de politique intérieure, dans le contexte d'une visite officielle : « On a rarement abusé de l'hospitalité d'une manière aussi grossière que par les déclarations publiques malicieuses faites par le général De Gaulle à Montréal lundi », réagit le *Winnipeg Free Press*. « Quel est cet homme qui profite de l'hospitalité canadienne pour prêcher la "liberté" du Québec ? » se demande

le *North Bay Nugget*. Pour le *Moncton Times*, il s'agit d'une « ingérence inexcusable dans les affaires intérieures de cette nation ». Certains, comme le *Guelph Mercury* ont affirmé que le Général avait été ingrat envers « tout le Canada [...] qui deux fois en un demi-siècle a envoyé ses fils combattre et mourir sur le sol français pour la liberté de la France ».

Le caractère prémédité de l'intervention du président français sauta aux yeux, et souleva l'ire de plusieurs observateurs canadiens-anglais. Le *Fredericton Gleaner* s'est dit persuadé que le général avait « délibérément enflammé et fortifié le mouvement indépendantiste ». Le *Halifax Chronicle Herald* parla d'« encouragement aux séparatistes », tandis que l'*Ottawa Citizen* y vit une tentative « d'approfondir les divisions biculturelles et les divisions entre les autorités fédérales et provinciales ». On prétendit même, et certains y croyaient, que le Général avait des visées expansionnistes ! Le *Halifax Chronicle Herald* trouvait qu'il traitait « le Québec ni comme "indépendant", ni comme la province d'un État souverain, mais comme une colonie »<sup>32</sup>.

#### DANS LE TRIANGLE PARIS-OTTAWA-QUÉBEC

Comme le rappelait Sami Mesli dans sa communication présentée dans le cadre de ce colloque, les retrouvailles politiques Paris-Québec, qui étaient en cours depuis le début de la décennie, s'intensifièrent après la visite du général De Gaulle à l'Expo. Soulignons notamment l'accord Peyrefitte-Johnson de septembre 1967 qui, à terme, donnera naissance à l'Office franco-québécois de la Jeunesse<sup>33</sup>. Mais tout n'est pas aussi facile avec les autres partenaires de la francophonie. Comme l'a fait remarquer Magalie Deleuze, Ottawa réussit à stopper pour un temps le rapprochement Québec-Maghreb.

Sur le plan multilatéral, les mois qui suivront l'Expo 67 seront ceux du ballet diplomatique entourant le Sommet de Libreville. Marcel Masse, ministre d'État à l'Éducation pense qu'en pleine réforme de l'Éducation, le Québec devrait participer à la conférence qui réunit la France et une quinzaine de pays africains, en application de la doctrine Gérin-Lajoie du 12 avril 1965<sup>34</sup>. Il en parle à son successeur, Jean-Guy Cardinal, entré en fonction le 20 décembre 1967. Ottawa l'apprend ou, du moins, se doute de ce qui se trame<sup>35</sup>. Le 4 janvier, Jules Léger, ambassadeur du Canada à Paris, avise plusieurs pays francophones que « toute invitation mal dirigée sera interprétée comme une ingérence dans les affaires de notre pays. [...] Dans un système confédératif [sic], seul le gouvernement central est habilité à recevoir une telle invitation ». Pourtant, une lettre datée du 5 janvier parvient au gouvernement du Québec pour l'inviter à la première séance de la conférence annuelle des ministres de l'Éducation qui allait se tenir du 5 au 10 février à Libreville<sup>36</sup>. Le

19 février 1968, le Canada rompt ses relations diplomatiques avec le Gabon parce que le Québec a été invité à participer, sans l'accord préalable d'Ottawa, à une conférence internationale<sup>37</sup>.

À Ottawa, la poursuite des rapports privilégiés Paris-Québec en fait plonger plusieurs dans une extrême méfiance. Le 7 décembre 1966, le ministère des Affaires extérieures reçoit des informations de la GRC indiquant que des Français aideraient des séparatistes québécois. Le 12 septembre 1968, Pierre Trudeau dénonce l'ingérence française au Canada. Le 19 décembre 1969, le cabinet fédéral discute d'une note de Trudeau « Current Threats to National Order and on Quebec Separatism »<sup>38</sup>. Bien qu'il ne prête pas trop de crédit à ces thèses, car il estime que le danger pour l'unité canadienne vient de l'intérieur du Canada, Trudeau fait surveiller le consulat français de Québec au début des années 1970<sup>39</sup>.

### LA VISITE DE LA REINE

Comme le général De Gaulle, la Reine Élisabeth II est arrivée elle aussi par bateau, à bord du yacht royal *Brittania*, qui s'est amarré près de l'Expo le 3 juillet<sup>40</sup>. Sa visite posait des problèmes de sécurité particuliers, étant donné la réception qu'elle avait eue à Québec en 1964, qui s'était soldée par des affrontements mieux connus sous le nom de « Samedi de la matraque ». Ottawa s'inquiétait. Selon Yves Jasmin : « On craignait des manifestations ou même un attentat ». On pensa même demander la fermeture du site au public durant son passage. Les autorités de l'Expo protestèrent. Finalement, on ne ferma qu'une partie de l'Île Notre-Dame autour des pavillons canadien et britannique. À sa demande, Sa Majesté fit même un tour de minirail<sup>41</sup>.

### EXPO 67 ET L'UNITÉ CANADIENNE

En conclusion de son récit d'Expo 67, le commissaire général Pierre Dupuy, ancien ambassadeur en France, écrit : « Le Canada a fait un acte de foi. [...] L'Exposition lui a fourni l'occasion de prouver au monde que les Canadiens de toutes origines pouvaient entreprendre une grande œuvre et la réussir »<sup>42</sup>. C'est l'approche officielle, celle qui a été retenue par la majorité des Canadiens. Pour la plupart des Québécois, c'était plutôt une réalisation québécoise.

Toutefois, tous n'étaient pas heureux de ce succès. Pour le chef du RIN, Pierre Bourgault, il était porteur d'illusion : « L'Expo 67 donne aux Québécois l'illusion de vivre au rythme de l'Amérique du Nord, alors qu'ils ne sont qu'une petite communauté pauvre et dépossédée collectivement. Les

Québécois devraient cesser de croire qu'avec l'Expo, ils sont enfin arrivés et qu'ils sont riches »<sup>43</sup>. Au Canada anglais, cette réaction a été reçue comme un aveu de faiblesse, car l'Expo avait prouvé que les Canadiens avaient gagné à se connaître et à travailler ensemble :

*Canadians, from Quebec and the other provinces, are getting more than an illusion. They see a masterpiece of co-operative endeavour, in which they can take pride, no matter what their background. [...] Expo and the other Centennial celebration have put a crimp in the separatist movement*<sup>44</sup>.

### *Canada's Expo 67*

Alors que tout au début, le Canada anglais considérait Expo 67 comme, au mieux, une grosse foire commerciale, il a fini par s'emparer de l'événement pour en tirer du capital et des leçons politiques dans le débat sur l'unité canadienne. Le premier ministre ontarien. John Robarts a d'ailleurs déclaré :

Pour les Canadiens, l'Expo est le catalyseur qui les a incités à parcourir de long en large leur magnifique pays. À un degré qui n'a jamais encore été réalisé, les Canadiens se rencontrent et fraternisent. Il me semble inconcevable que les Canadiens puissent revenir à d'anciennes divisions politiques et géographiques<sup>45</sup>.

Pour l'*Ottawa Journal*, le succès de l'Expo, notamment auprès des Canadiens des autres provinces, et la fierté qu'en ont tirée les Québécois, a annulé les effets du *Vive le Québec libre!* : « President De Gaulle's appearance triggered a series of demonstrations by Separatist groups, but the success of Expo together with the reaction in English-Speaking Canada may have helped turn the province away from a separate course »<sup>46</sup>.

### CONCLUSION

Expo 67 s'est ouverte au milieu d'une période de turbulence politique au Québec. Malgré toutes les précautions prises pour éviter les querelles devant les visiteurs, bien peu d'événements étaient distincts de la politique à cette époque. Dès son origine, Expo 67 devait commémorer le centenaire de la Confédération en servant de vitrine à l'unité et à la diversité canadiennes. Or elle servit à révéler au monde un Québec moderne en train de s'affirmer, et d'ouvrir aux Québécois une fenêtre sur le monde. Cette indifférence déplut évidemment aux autorités fédérales et aux leaders d'opinion du Canada anglais.

Pour certains, Expo 67 marque la fin de la Révolution tranquille, ou comme le disait Pauline Curien, une appropriation par le peuple québécois d'une nouvelle identité. Toutefois, elle ne représente pas une brisure ou une catharsis. Tout au plus, elle constitue un prisme à travers lequel on peut observer l'état des rapports politiques, notamment dans le triangle diplomatique Paris-Ottawa-Québec qui se constitue alors.

Tout se passait comme si, cet été-là, on avait mis le contentieux constitutionnel en veilleuse, pour mieux reprendre les hostilités après coup. On vivait une pause au milieu du tumulte. Pour les Québécois, ce fut un moment apolitique de consolidation de l'identité et de la confiance en soi, éléments essentiels au renforcement du nationalisme. Expo 67 fut pour eux l'occasion de fêter sans célébrer le Canada. Pendant ce temps, plusieurs Canadiens croyaient bien que l'Expo avait cimenté l'unité nationale. Mais pas tous. Dès le milieu de l'été, le *Winnipeg Free Press* prévoyait que la fin de l'Expo allait relancer les hostilités : « *Expo has, for the time being, swept political and economic problems under the carpet in Quebec; but when the exhibition closes in the fall they will creep out again* »<sup>47</sup>.

Après la relative accalmie des six mois d'Expo 67, on assiste à une nouvelle accélération de l'histoire. Dans les derniers jours de l'exposition, René Lévesque quitte le Parti libéral et fonde le Mouvement Souveraineté-Association quelques semaines plus tard. Fin novembre, il est ovationné aux États généraux du Canada français, réunion qui consacre la rupture entre les nationalistes québécois et canadiens-français. Début 1968, Lévesque publie *Option Québec* et Trudeau, devenu ministre de la Justice, croise le fer avec Johnson lors d'une conférence fédérale-provinciale. Devenu premier ministre en avril, il est chahuté lors du défilé de la Saint-Jean-Baptiste. Puis, Laurendeau et Johnson meurent, le Parti québécois est fondé, une nouvelle période de l'histoire politique s'ouvre à ce moment-là. Comme le dira André Patry, chef du protocole du gouvernement du Québec au moment d'Expo 67 et de la visite du général De Gaulle : « Le climat avait beaucoup changé depuis l'Expo, les Québécois étaient divisés »<sup>48</sup>. Ce fut le début de la grande polarisation qui mènera au référendum de 1980 et à la Loi constitutionnelle de 1982.

#### NOTES ET RÉFÉRENCES

1. *Rapport préliminaire de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme*, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1965, p. 5.
2. Yves Jasmin, *La petite histoire d'Expo 67 : l'Expo 67 comme vous ne l'avez jamais vue*, Montréal, Québec Amérique, 1997, p. 16.

3. « Des Canadiens mal informés au sujet de l'Expo », *Le Soleil*, le 30 juin 1964.
4. « Selling Fair Big Job », *Winnipeg Free Press*, le 30 septembre 1964.
5. « West Asks Questions about Expo », *Toronto Star*, le 6 octobre 1964.
6. Jasmin, *op. cit.*, p. 19-21.
7. « Ontario Pavilion Portable? », *Globe and Mail*, le 19 mai 1964.
8. Bibliothèque et Archives Canada (BAC), Fonds de la Compagnie canadienne de l'Exposition universelle de 1967 (RG71), vol. 571, Dossier *Press Releases*, « Attitude de l'Ontario en regard de l'Expo », le 14 juillet 1965.
9. « The Right Approach », *Montreal Star*, le 19 novembre 1965.
10. « L'Ontario à l'Expo 67 », *La Presse*, le 7 août 1967.
11. « Why Should Ottawa keep Expo Alive », *Toronto Star*, le 10 octobre 1967.
12. « Le centenaire, M. Balcer et la réconciliation », *L'Action*, le 24 septembre 1965.
13. « Un dossier de l'Action. Le Centenaire de la Confédération », *L'Action*, le 23 décembre 1966.
14. Voir à ce sujet les journaux du 29 novembre 1965 : « L'Expo 67 volerait la vedette aux fêtes du Centenaire », *Le Soleil*, « L'Expo 67 vole la vedette », *Le Droit*, « Expo 67 casts shadow over centennial plan », *The Gazette*.
15. BAC, Fonds de la Commission du Centenaire (RG69), vol. 644, Dossier *Expo Basic Speech*, discours type sur l'Expo 67, préparé par le Bureau des conférenciers, Service de l'information, édition d'octobre 1965.
16. BAC, RG69, vol. 574, Dossier *External affairs*, Lettre de la Division de l'information du ministère des Affaires extérieures à Reeves Haggan de la Commission du Centenaire, le 13 décembre 1967.
17. BAC, RG69, vol. 518, Dossier *National Conference*, Memorandum, Record of a conversation with Mr. R. Prevost, Assistant Deputy Minister, Department of Tourism, Province of Quebec, on Tuesday, March 22nd, 1966.
18. « Big Day, Ottawa ignores Expo », *Globe and Mail*, 3 juillet 1967 et *Le Devoir*, 30 juin 1967.
19. « Quebec goes all out for its day at Expo », *Ottawa Citizen*, 24 juin 1967.
20. « L'Expo plaît aux Montréalais plus qu'on le croyait », *Le Devoir*, 27 mai 1967.
21. Voir entre autres Frédéric Bastien, *Le poids de la coopération : le rapport France-Québec*, Montréal, Québec Amérique, 2006, p. 47-53 et André Champagne, « De Gaulle et le Québec. Entretien avec Dale C. Thomson », dans *Le Québec contemporain*, Sillery et Montréal, Septentrion et Société Radio-Canada, 1995, p. 135-146.
22. Cité dans Dale C. Thomson, *De Gaulle et le Québec*, Montréal, Trécaré, 1990, p. 227.
23. *Ibid.*
24. Cité par Pierre Godin, *Daniel Johnson, 1964-1968*, tome 2, Montréal, Éditions de l'Homme, 1980, p. 204.

25. Cité dans Thomson, *op. cit.*, p. 232.
26. René Lévesque, *Attendez que je me rappelle*, Montréal, Québec Amérique, 1986, p. 278.
27. Cité par Godin, *op. cit.*, p. 235.
28. Cité dans André Patry, *Le Québec dans le monde*, Montréal, Leméac, 1980, p. 103.
29. Jasmin, *op. cit.*, p. 113 et 153. La décision a été prise par le commissaire général Pierre Dupuy et son adjoint, Robert F. Shaw.
30. *Ibid.*, p. 114-115.
31. Cette section s'inspire de Michel Sarra-Bournet, « De Gaulle et la mémoire collective du Canada anglais », *L'Action nationale*, LXXXVIII, n° 10, décembre 1998, p. 93-104.
32. Cela dit, la presse française n'était pas beaucoup plus enthousiaste que la presse canadienne. Voir Maurice Vaïsse, « Les réactions françaises à la visite de De Gaulle au Québec », dans Stéphane Paquin *et al.* (dir.), *Histoire des relations internationales du Québec*, Montréal, VLB, 2006, p. 56-61.
33. Godin, *op. cit.*, p. 259-260.
34. À ce sujet, voir Robert Aird, « La doctrine Gérin-Lajoie », chapitre 3 d'*André Patry et la présence du Québec dans le monde*, Montréal, VLB, 2005, p. 57-73.
35. Claude Morin, *L'art de l'impossible. La diplomatie québécoise depuis 1960*, Montréal, Boréal, 1987, p. 116.
36. *Ibid.*, p. 120.
37. Graham Fraser, *Le Parti québécois*, Montréal, Libre Expression, 1984, p. 389. Les relations seront reprises le 7 octobre 1969. Voir J. F. Boshier, *The Gaullist Attack on Canada, 1967-1997*, Montréal/Kingston, McGill-Queen's University Press, 1999, p. 312.
38. Boshier, *op. cit.*, p. 310-312.
39. *Ibid.*, p. 131-133.
40. Pierre Dupuy, *Expo 67 ou la découverte d'une fierté*, Montréal, La Presse, 1972, p. 149.
41. Jasmin, *op. cit.*, p. 107-108.
42. Dupuy, *op. cit.*, p. 234.
43. « Le RIN à l'Expo », *Le Devoir*, le 15 mai 1967, cité dans *Bourgault*, par Jean-François Nadeau, Montréal, Lux Éditeur, 2007, p. 249.
44. « A dividend from Expo », *Port Arthur New Chronicle*, le 15 juillet 1967. Port Arthur a été fusionnée à Fort William pour devenir Thunder Bay en 1970.
45. « L'Ontario à l'Expo 67 », *La Presse*, le 7 août 1967.
46. « Pride, Regret, Mark Expo's End », *Ottawa Journal*, le 28 octobre 1967.
47. « After Expo, What? », *Winnipeg Free Press*, le 17 juillet 1967.
48. Cité dans Frédéric Bastien, *op. cit.*, p. 64.